

Arrêté préfectoral complémentaire n°
IC/2025/016 portant modification des
conditions d'exploitation des installations
exploitées par la société TEREOS sur le
territoire des communes d'ORIGNY SAINTE
BENOITE, THENELLES et NEUVILLETTE

La Préfète de l'Aisne,

VU la directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE),

VU le code de l'environnement,

VU le décret du Président de la République du 6 novembre 2024 nommant Mme Fanny ANOR, préfète de l'Aisne,

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation,

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 modifié relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2020 autorisant la société TEREOS à exploiter une sucrerie – distillerie sur le territoire des communes d'ORIGNY-SAINTE-BENOITE, THENELLES ET NEUVILLETTE,

VU l'arrêté préfectoral complémentaire du 18 décembre 2020 imposant la réalisation d'une étude technico-économique relatives aux mesures de limitation des usages de l'eau et un plan d'action sécheresse,

VU l'arrêté cadre préfectoral du 20 février 2023 relatif à la mise en place de mesures coordonnées et progressives de limitation des usages de l'eau par bassin versant en cas de sécheresse,

VU l'arrêté n°2024-064 du 25 novembre 2024 donnant délégation de signature, à M. Alain NGOUOTO, secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, sous-préfet de l'arrondissement de Laon, à M. Guillaume FICHET, directeur de cabinet de la préfète de l'Aisne, à M. Anthmane ABOUBACAR, sous-préfet de l'arrondissement de Saint-Quentin, aux directeurs, chefs de bureau et agents de la préfecture de l'Aisne,

VU la note ministérielle du 16 septembre 2019 du Ministère de la transition écologique et solidaire,

VU le SDAGE Seine-Normandie en vigueur,

VU les volumes prélevés annuellement déclarés par l'exploitant de la société TEREOS dans ses déclarations annuelles des émissions polluantes sous GEREPA au titre des années 2015 à 2021,

VU le rapport BURGEAP du 20 juillet 2022 et les compléments transmis à l'Inspection le 7 novembre 2022,

VU le porter à connaissance déposé le 2 mai 2024 par la société TEREOS informant le préfet de modifications qu'elle souhaite apporter à son plan d'épandage,

VU le rapport du 20 décembre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées,

VU le projet d'arrêté adressé à l'exploitant en date du 30 décembre 2024,

CONSIDÉRANT l'objectif de bon état des masses d'eau fixé par la directive 2000/60/CE susvisée,

CONSIDÉRANT l'objectif de réduction des prélèvements en eau de 10 % d'ici à 2025 et 25 % en 15 ans fixé dans la feuille de route découlant des Assises de l'eau, et rappelé par Madame la ministre de la transition écologique et solidaire dans sa note du 16 septembre 2019 susvisée,

CONSIDÉRANT que la société TEREOS est autorisée à prélever directement dans la rivière OISE,

CONSIDÉRANT les niveaux importants de prélèvements d'eau de la société TEREOS dans la rivière OISE,

CONSIDÉRANT les propositions issues de l'étude technico-économique susvisée, en particulier l'augmentation de la valeur limite de prélèvement en eau de surface suite à une erreur matérielle dans l'arrêté de base,

CONSIDÉRANT que la société TEREOS dispose d'un plan d'épandage autorisé par les arrêtés précités,

CONSIDÉRANT que la demande du 2 mai 2024 porte sur la modification de la VLE applicable au zinc contenu dans les boues de la station d'épuration,

CONSIDÉRANT que la demande du 2 mai 2024 est motivée par l'augmentation de la concentration en zinc dans les boues d'épandages sans que la cause de celles-ci ne soit identifiée à ce jour,

CONSIDÉRANT que la modification de la valeur limite d'émission du paramètre zinc contenu dans les boues peut se faire dans le respect des VLE prescrites par l'arrêté ministériel du 2 février 1998,

CONSIDÉRANT que cette évolution des concentrations en zinc dans les boues de la station n'implique pas de modification des teneurs en zinc dans les sols recueillant l'épandage à savoir 300 mg/kg MS, valeur déjà alignée sur l'arrêté ministériel du 2 février 1998,

CONSIDÉRANT que le projet n'entraîne pas d'augmentation des tonnages annuels de matières fertilisantes ou de substances indésirables apportés au sol à l'échelle du plan d'épandage,

CONSIDÉRANT que le projet n'entraîne pas d'évolution des modalités de réalisation de l'épandage (fréquence de retour, surveillance analytique, ...),

CONSIDÉRANT que les caractéristiques du plan d'épandage figurant dans les arrêtés préfectoraux en vigueur (Teneur maximale en azote global, distances d'éloignements, ...) demeurent inchangées,

CONSIDÉRANT que la nécessité de mettre à jour les valeurs limites d'émissions dans les rejets aqueux pour certains paramètres suivant l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé,

CONSIDÉRANT que le demandeur a indiqué, par courriel du 7 janvier 2024, ne pas avoir d'observations sur le projet d'arrêté,

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture de l'Aisne,

ARRETE

ARTICLE 1 - BÉNÉFICIAIRE

La société TEREOS, établissement d'ORIGNY-SAINT-BENOITE, dont le siège social est situé rue de Senlis à MOUSSY-LE-VIEUX (77230), est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour son site implanté sur le territoire des communes d'ORIGNY-SAINT-BENOITE, THENELLES ET NEUVILLETTE.

ARTICLE 2 - MODIFICATIONS ET COMPLÉMENTS APPORTÉS AUX PRESCRIPTIONS DES ACTES ANTÉRIEURS

Références des arrêtés préfectoraux antérieurs	Références des articles dont les prescriptions sont supprimées ou modifiées	Nature des modifications (suppression, modification, ajout de prescriptions)
Arrêté préfectoral du 23.11.2020	Article 4.1.1	Supprimé et remplacé par l'article 3 du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 23.11.2020	Article 4.4.9	Supprimé et remplacé par l'article 4 du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 23.11.2020	Article 7.14.3	Supprimé et remplacé par l'article 7 du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 23.11.2020	Article 7.14.4	Supprimé et remplacé par l'article 8 du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 23.11.2020	Article 9.2.3.1.1	Supprimé et remplacé par l'article 9 du présent arrêté
Arrêté préfectoral du 23.11.2020	Article 9.2.3.3	Supprimé
Arrêté préfectoral du 18.12.2020	Arrêté entier	Abrogé

ARTICLE 3 - ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la masse d'eau ou de la commune du réseau	Prélèvement maximal annuel (m³)	Débit maximal	
			Horaire (m³/h)	Objet
Eau de surface	Rivière Oise	5300000	1000	Refroidissement de la cuverie 'betterave' (Distillerie)
			500 (inter- campagne) 350 (campagne)	Process + eaux pour la rectification
Réseau public	Origny-Sainte-Benoite	120000	-	les besoins sanitaires et l'usage alimentaire

L'eau du réseau public est utilisée pour les besoins domestiques (ou assimilés) et pour l'usage alimentaire (atelier d'inversion de saccharose, lavage des résines échangeuses d'ions...).

L'exploitant devra limiter ses prélèvements de façon à laisser couler en permanence dans la rivière Oise un débit réservé égal au moins à 1/10^{ème} de son module interannuel.

Qu'elle soit puisée dans les nappes souterraines, dans les cours d'eau ou canaux, prélevée sur le réseau de distribution d'eau potable, l'eau doit être utilisée rationnellement en évitant tout gaspillage. Les consommations d'eau sont réduites autant que possible et limitées au strict nécessaire.

ARTICLE 4 – VALEURS LIMITES D'ÉMISSIONS DES EAUX RÉSIDUAIRES APRÈS ÉPURATION

L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux résiduares dans la rivière Oise et après leur épuration, les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous définis qui sont associés aux meilleurs techniques disponibles.

Sauf disposition contraire, les concentrations sont exprimées en moyenne journalière.

Débit maximal	journalier : 11 500 m³/j horaire : 480 m³/h	
Paramètre	Concentration maximale journalière	Flux maximum journalier
DCO	145 mgO ₂ /l	1450 kgO ₂ /j
DBO ₅	25 mgO ₂ /l	200 kgO ₂ /j
MES	50 mg/l	500 kg/j
Azote Global	20 ⁽¹⁾⁽²⁾ mgN/l	200 kgN/j
NTK en N	14,5 ⁽¹⁾ mgN/l	145 kgN/j
NO ₃	44 ⁽¹⁾ mgNO ₃ /l	440 kgNO ₃ /j
Phosphore total en P	2 mgP/l	14 kgP/j
Hydrocarbures	1 mg/l	7 kg/j
Zinc	0,8 mg/l	1,5 kg/j
Nickel	0,2 mg/l	0,3 kg/j
Cuivre	0,15 mg/l	0,2 kg/j
Plomb	0,1 mg/l	0,6 kg/j
Arsenic	0,025 mg/l	0,3 kg/j
Chrome	0,1 mg/l	0,6 kg/j

(1) Valeurs limites exprimées en moyennes mensuelles

(2) L'efficacité du traitement est d'au moins 80 % en moyenne annuelle ou en moyenne sur la période de production.

La concentration maximale journalière ne dépasse pas 30 mgN/l

L'exploitant dispose des moyens nécessaires à la bonne connaissance du débit de la rivière Oise.

ARTICLE 5 - RELEVÉ DES PRÉLÈVEMENTS D'EAU

Les relevés des volumes prélevés dans la rivière OISE font l'objet d'un enregistrement, et sont transmis à l'inspection des installations via l'application de télédéclaration GIDAF selon la fréquence suivante :

- tous les trois mois en dehors de toute période de « sécheresse » d'application d'un arrêté préfectoral de restriction des usages de l'eau,

- tous les mois lorsqu'un arrêté préfectoral « sécheresse » de restriction des usages de l'eau est en vigueur.

ARTICLE 6 – PLAN D'ACTIONS « SÉCHERESSE »

Le déclenchement des niveaux de vigilance renforcée, d'alerte, d'alerte renforcée ou de crise se matérialise par la signature d'un arrêté préfectoral plaçant le bassin versant de l'Oise au niveau de vigilance renforcée, d'alerte ou d'alerte renforcée.

Dans le cas d'un arrêté préfectoral plaçant le bassin versant de l'Oise à un des niveaux précédemment visés, la société TEREOS met en application immédiate le plan d'actions suivant :

Niveau de sécheresse	Période de l'année	Actions
Vigilance renforcée	Toute période	Sensibiliser le personnel à la réduction de consommation d'eau Émettre le flash environnement pour inciter à la réduction Surveiller les dispositifs de traitement d'eau et la qualité des rejets
Alerte sécheresse	Toute l'année	Mêmes mesures qu'en « Vigilance renforcée » Réaliser les tests incendie en dehors des périodes de sécheresse Faire une ronde de détection de fuite par atelier Valider la nécessité des nettoyages et évaluer le report - Tout nettoyage doit être soumis à autorisation - Procédure/formulaire
	En inter campagne	Les opérations de maintenance pendant l'inter campagne consommant de l'eau en période de sécheresse feront l'objet d'une validation
Alerte sécheresse renforcée	Toute l'année	Mêmes mesures qu'en « Alerte sécheresse »

ARTICLE 7 – Les dispositions de l'article 714.3 « Innocuité des boues » de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2020 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Le pH des boues est compris entre 8 et 13, du fait du chaulage.

Les teneurs en éléments ou composés indésirables contenus dans les boues ne dépassent pas les valeurs limites suivantes.

Éléments traces métalliques

- Cadmium1.5 mg / kg MS
- Chrome.....150 mg / kg MS
- Cuivre.....150 mg / kg MS
- Mercure.....1.5 mg / kg MS
- Nickel.....30 mg / kg MS
- Plomb.....120 mg / kg MS
- Zinc.....1 000 mg / kg MS
- Chrome + Cuivre + Nickel + Zinc.....1 330 mg / kg MS

Composés traces organiques

- Total des 7 principaux PCB*..... 0.16 mg / kg MS
- Fluoranthène.....1 mg / kg MS
- Benzo (b) fluoranthène.....0.5 mg / kg MS
- Benzo (a) pyrène.....0.4 mg / kg MS

*(PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153 et 180)

ARTICLE 8 – Les dispositions de l'article 7:14.4 « QUANTITÉS MAXIMALES À ÉPANDRE » de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2020 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

La dose d'apport est déterminée en fonction :

- du type de culture et de l'objectif réaliste de rendement,
- des besoins des cultures en éléments fertilisants disponibles majeurs, secondaires et oligo-éléments, tout apport confondus,
- des teneurs en éléments fertilisants dans le sol, les boues et tous les autres apports,
- des teneurs en éléments ou substances indésirables dans les boues à épandre,
- de l'état hydrique du sol,
- de la fréquence des apports sur une même année ou à l'échelle d'une succession de cultures sur plusieurs années.

La dose d'apport à l'hectare exprimée en produit brut ne dépasse pas 20 tonnes.

La dose finale retenue pour les boues est au plus égale à 3 kilogrammes de matières sèches par mètre carré, sur une période de dix ans, hors apport de terre et de chaux.

Azote

La dose d'épandage est telle que les apports azotés sous forme organique ne dépassent pas 170 kg / ha / an à la parcelle.

En outre, les apports sous formes organiques et minérales (exprimés en N global), toutes origines confondues, ne dépassent pas les valeurs mentionnées ci-dessous. Ces plafonds azotés sont à respecter en moyenne sur chacune des exploitations agricoles incluses dans le plan d'épandage.

- 200 kg / ha / an
- 170 kg / ha / an (pour l'azote organique uniquement)

Éléments traces métalliques et composés traces organiques

Les flux cumulés sur une durée de 10 ans apportés par les boues ne dépassent pas les valeurs limites suivantes pour les composés définis ci-après.

Éléments		Flux cumulés apportés au sol sur 10 ans
Métalliques (g / m ²)	Cadmium	0.003
	Chrome	0.30
	Cuivre	0.30
	Mercure	0.003
	Nickel	0.06
	Plomb	0.23
	Zinc	1,9
	Chrome + Cuivre + Nickel + Zinc	2,6
Organiques	Total des 7 principaux PCB*	0.30

	Fluoranthène	1.9
	Benzo (b) fluoranthène	1
	Benzo (a) pyrène	0.8

*(PCB 28, 52, 101, 118, 138, 153 et 180)

ARTICLE 9 – Les dispositions de l'article 9.2.3.1.1 de l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2020 susvisé sont remplacées par les dispositions suivantes :

Les dispositions minimales suivantes sont mises en œuvre :

Paramètres	Fréquence de mesure Rejet n° 1	Fréquence de mesure Rejet n° 2
Débit	continue	continue
pH	continue	continue
Température	continue	continue
COT ou tout autre dispositif équivalent permettant la détection de la pollution	-	continue
DCO	journalière	mensuelle
DBO ₅	hebdomadaire	mensuelle
MES	journalière	mensuelle
Azote global	journalière	mensuelle
N-NTK	hebdomadaire	-
NO ₃	hebdomadaire	-
NH ₄	hebdomadaire	-
NO ₂	hebdomadaire	-
Phosphore total	mensuelle	mensuelle
Hydrocarbures totaux	semestrielle	semestrielle
Cuivre	trimestrielle	-
Nickel	mensuelle	-
Zinc	mensuelle	-
Plomb	trimestrielle	-
Arsenic	trimestrielle	-
Chrome	annuelle	-

Les mesures sont effectuées avant rejet en amont des éventuels points de mélange avec les autres effluents de l'établissement (eaux pluviales, eaux domestiques, autres eaux du procédé) non chargés de produits toxiques.

Les échantillons analysés sont prélevés en continu proportionnellement au débit sur une durée de 24h sur le rejet 1.

Les mesures réalisées de manière continue sont enregistrées et les données conservées trois ans.

Les méthodes de mesure, prélèvement et analyses sont conformes à l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 susvisé.

Des méthodes simplifiées, alternatives aux méthodes de référence, peuvent être employées. Afin de vérifier leur précision et leur dérive éventuelle, ces dernières sont croisées régulièrement avec les méthodes de référence, dans les conditions fixées ci-après.

ARTICLE 10 – DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif d'Amiens, 14 rue Lemerchier, 80011 AMIENS CEDEX :
1° par l'exploitant dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée,

2° par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts protégés par le code de l'environnement, dans un délai de deux mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de la décision.

Sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux ou de non prorogation du délai de recours, les tiers intéressés sont tenus de notifier le recours à l'auteur et au bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de 15 jours suivant le dépôt du recours contentieux auprès de la juridiction ou de la date d'envoi du recours administratif.

Le tribunal administratif d'Amiens peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

ARTICLE 11 - PUBLICITÉ

En vue de l'information des tiers, un extrait du présent arrêté mentionnant qu'une copie du texte intégral est déposée aux archives de la mairie et mise à disposition de toute personne intéressée, sera affiché en mairies d'ORIGNY-SAINT-BENOITE, THENELLES et NEUVILLETTE pendant une durée minimale d'un mois.

Les maires d'ORIGNY-SAINT-BENOITE, THENELLES et NEUVILLETTE font connaître par procès-verbal adressé à la Préfecture de l'Aisne – DDT- Service Environnement – Pôle ICPE – 50 bd de Lyon 02011 LAON cedex – l'accomplissement de cette formalité.

L'arrêté est publié sur le site Internet des services de l'État dans l'Aisne pendant une durée minimale de quatre mois.

ARTICLE 12 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aisne, le sous-préfet de l'arrondissement de SAINT-QUENTIN, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le directeur départemental des territoires, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée au maire de les communes d'ORIGNY-SAINT-BENOITE, THENELLES et NEUVILLETTE. et à la société TEREOS.

20 JAN. 2025

Fait à LAON, le



Fanny ANOR